



**PRÉFÈTE  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service eau et nature  
Unité police de l'eau et des milieux aquatiques**

**Arrêté du 06 décembre 2021**

**n°SEN/2021/12/06-182 portant prescriptions spécifiques à déclaration  
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relatives au système d'assainissement de  
LABARDE d'une capacité de 36 Kg/j de DBO<sub>5</sub>, soit 600 EH**

**La Préfète de la Gironde**

**VU** le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) ;

**VU** la loi n°2019-773 du 24/07/2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement ;

**VU** le décret n°2020-828 du 30/06/2020 modifiant la nomenclature et la procédure en matière de police de l'eau ;

**VU** l'arrêté ministériel du 25/01/2010 révisé, relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 21/07/2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>, modifié par les arrêtés du 24 août 2017 et du 31 juillet 2020 ;

**VU** les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne, approuvé le 01/12/2015 ;

**VU** les dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Nappes Profondes de Gironde, révisé, approuvé le 18/06/2013 ;

**VU** les dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Estuaire de la Gironde et milieux associés, approuvé le 30/08/2013 ;

**VU** le dossier de déclaration déposé par le S.I.E.A de Ludon, Macau, Labarde, ci-après désigné le bénéficiaire, au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, reçu le 16/07/2013 enregistré sous le n°33-2013-00287 et relatif au système d'assainissement de Labarde d'une capacité de 600 EH ;

**VU** le récépissé de déclaration n°139-13 du 17/07/2013 relatif au système d'assainissement de Labarde pour une capacité de 600EH ;

**VU** l'arrêté portant prescriptions spécifiques n°SEN/2013/09/09-102 du 09 septembre 2013 relatif au système d'assainissement de Labarde ;

**VU** la délibération du 1<sup>er</sup> décembre 2016, approuvé par l'arrêté du 5 avril 2017 portant prise de compétences « eau et assainissement » par la Communauté de Communes Médoc Estuaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 22 mars 2018 portant dissolution du S.I.E.A de Ludon, Macau, Labarde ;

**VU** l'avis du bénéficiaire concernant les prescriptions spécifiques en date du 06 décembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que le milieu récepteur du rejet, le ruisseau de la Laurina, affluent de la Maqueline, masse d'eau référencée FRFRT34\_4 « La Maqueline » en application de la directive européenne cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000, a un objectif de bon état chimique en 2015 et écologique en 2027 ;

**CONSIDÉRANT** que la Laurina est soumise à l'influence de la marée et connaît des à-secs récurrents à l'étiage, rendant difficile l'interprétation des résultats, le suivi du milieu récepteur prescrit par l'arrêté n°SEN/2013/09/09-102 du 09 septembre 2013 peut être supprimé ;

**CONSIDÉRANT** que les normes de rejet sur les nutriments (paramètres phosphorés et azotés) prescrites par l'arrêté n°SEN/2013/09/09-102 du 09 septembre 2013 sont élevées et ont toujours été respectées, les prescriptions de l'arrêté n°SEN/2013/09/09-102 du 09 septembre 2013 sur ces paramètres peuvent être supprimées ;

**CONSIDÉRANT** que le S.I.E.A de Ludon, Macau, Labarde, doté de compétences « eau et assainissement » est inclus dans le périmètre de la Communauté de Communes Médoc Estuaire ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (loi NOTRe) qui attribue à titre obligatoire les compétences « eau et assainissement » aux communautés de communes, la Communauté de Communes Médoc Estuaire s'est dotée à titre obligatoire des compétences « eau et assainissement » depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières à l'opération projetée, visant à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L211-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,

## **ARRÊTE**

## **ARTICLE PREMIER: Abrogation de l'arrêté préfectoral n°SEN/2013/09/09-102 du 09 septembre 2013**

Sont abrogées, dans leur intégralité, les dispositions de l'arrêté préfectoral n°SEN/2013/09/09-102 du 09 septembre 2013 relatif au système d'assainissement de Labarde.

## **ARTICLE 2: Objet de la déclaration**

La Communauté de Communes Médoc Estuaire, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants, à :

- procéder à l'exploitation du réseau de collecte de la commune de Labarde,
- procéder à l'exploitation de la station de traitement des eaux usées de Labarde, d'une capacité de 600 EH, située sur la commune de Labarde, en vue de traiter les effluents provenant de la commune de Labarde,
- procéder au rejet des effluents traités dans le cours d'eau « La Laurina».

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

La rubrique définie au tableau annexé à l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
2.1.1.0	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1° Supérieure à 600 kg de DBO <sub>5</sub> A 2° Supérieure à 12 kg de DBO <sub>5</sub> , mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO <sub>5</sub> D Un système d'assainissement collectif est constitué d'un système de collecte, d'une station de traitement des eaux usées et des ouvrages assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur, relevant en tout ou partie d'un ou plusieurs services publics d'assainissement mentionnés au II de l'article L. 2224-7 du code général des collectivités territoriales. Dans le cas où des stations de traitement des eaux usées sont interconnectées, elles constituent avec les systèmes de collecte associés un unique système d'assainissement. Il en est de même lorsque l'interconnexion se fait au niveau de plusieurs systèmes de collecte. Une installation d'assainissement non collectif est une installation assurant la	Déclaration (Capacité de traitement de 36 kg de DBO <sub>5</sub> par jour, soit 600EH)	Arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié

	collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.		
--	--	--	--

### **ARTICLE 3 : Prescriptions générales**

Le bénéficiaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié, visé ci-dessus, ou par des textes en vigueur plus récents.

### **ARTICLE 4 : Prescriptions spécifiques**

Le bénéficiaire doit respecter les prescriptions spécifiques suivantes :

#### **4-1. Diagnostic du système d'assainissement**

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement des eaux usées doit réaliser un diagnostic périodique du système d'assainissement (système de collecte et système de traitement).

Ce diagnostic doit être établi au plus tard le 31 décembre 2025.

Les conclusions de ce diagnostic, accompagnées d'un échéancier de réalisation des travaux/aménagements éventuellement préconisés, seront transmises au service chargé de la police de l'eau dans un délai de 3 mois après l'achèvement de la réalisation de ce diagnostic.

Une mise à jour de ce diagnostic est réalisée selon une fréquence n'excédant pas 10 ans.

Afin de tracer, de façon synthétique, l'évolution des programmes de réhabilitation, il convient d'indiquer dans les rapports annuels :

- le programme initial de travaux issu des conclusions schéma directeur d'assainissement (ou réactualisé),
- la liste datée des travaux réalisés en lien (ou non) avec le programme initial.

#### **4-2. Système de collecte des effluents bruts :**

Le réseau de collecte est de type séparatif.

Le maître d'ouvrage du réseau est la Communauté de Communes Médoc Estuaire. Le réseau collecte les effluents de la commune de Labarde.

Il ne comporte aucun trop-plein capable de collecter un flux de pollution supérieur à 120 kg/j de DBO<sub>5</sub>/j.

#### **4-3. Caractéristiques de la station de traitement des eaux usées :**

La station de traitement de Labarde se situe chemin de la Maqueline, sur la commune de Labarde.

Les coordonnées en Lambert 93 du dispositif d'assainissement sont :

	X (m) Lambert 93	Y (m) Lambert 93
Station de traitement	413 655	6 443 117
Point du rejet	413 481	6 443 167

La station de traitement fonctionne sur le principe de lagunage naturel.

Elle est constituée des éléments suivants :

- une arrivée des eaux brutes à la station par refoulement depuis le PR Le Mail. Ce refoulement est équipé d'un débitmètre électromagnétique,
- une cloison siphonide en entrée de la 1<sup>ère</sup> lagune (rétention des déchets et des graisses),
- une lagune primaire (3 300m<sup>2</sup>),
- une lagune secondaire (3 015m<sup>2</sup>),
- une lagune tertiaire (1 495m<sup>2</sup>),
- un chenal de mesure en sortie de station, équipé d'un déversoir triangulaire.

Les boues de curage des bassins doivent suivre un processus de traitement spécifique et réglementaire.

Les sous-produits de prétraitement provenant du dégrilleur sont orientés vers une filière adaptée et agréée.

Il n'existe pas de déversoir de tête ou by-pass sur la station de traitement.

L'ensemble des installations de la station de traitement est délimité par une clôture et leur accès interdit à toute personne non autorisée.

#### **4-4. Niveau de rejet :**

En dehors des situations inhabituelles décrites à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié, le rejet de la station de traitement doit respecter les valeurs indiquées dans le tableau 1.

Il ne doit pas contenir de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs. Son pH doit être compris entre 6 et 8,5 et sa température être inférieure à 25°C.

La couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur.

Les analyses sont effectuées sur échantillons filtrés, sauf pour l'analyse des MES.

Les échantillons moyens journaliers doivent respecter :

- soit les valeurs fixées en concentration,
- soit les valeurs fixées en rendement.

Paramètres	Concentration à ne pas dépasser	Rendement	Valeur rédhibitoire
DBO <sub>5</sub>	35 mg(O <sub>2</sub> )/l	60%	70 mg(O <sub>2</sub> )/l
DCO	200 mg(O <sub>2</sub> )/l	60%	400 mg(O <sub>2</sub> )/l
MES		50%	150 mg/l

Le dépassement de ces valeurs fait l'objet d'une justification systématique auprès du service chargé de la police de l'eau.

Le débit nominal du rejet de la station de traitement est de 90m<sup>3</sup>/j. Toutefois, le débit de référence pour l'établissement de la conformité annuelle du système d'assainissement correspond au PC95 des débits mesurés en entrée de station, si possible sur une période de 5 ans, sinon sur la période pour laquelle on dispose de ces données, jusqu'à l'année antérieure à l'année examinée.

#### **4-5. Jugement de conformité du système d'assainissement :**

Chaque année, le service en charge du contrôle vérifie la conformité du système d'assainissement, au cours de l'année précédente, au regard des réglementations qui lui sont applicables. Est ainsi établie la conformité ou la non conformité du système d'assainissement au regard de la directive européenne Eaux Résiduaires Urbaines (ERU) du 21/05/1991 d'une part et au regard de la réglementation locale, imposée par le présent arrêté préfectoral, d'autre part.

Le jugement de la conformité annuelle du système d'assainissement porte sur la collecte des effluents, les équipements de la station de traitement et ses performances épuratoires.

#### **4-6. Production documentaire :**

Le maître d'ouvrage du système de collecte et de traitement concerné rédige et tient à jour un cahier de vie, tel que défini à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié.

Ce cahier de vie comporte a minima les éléments listés à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié .

Le système d'assainissement fait l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles au moment de la réhabilitation ou de la reconstruction du système d'assainissement.

## **ARTICLE 5 : Modifications des prescriptions**

Si le bénéficiaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui examine la demande et statue si nécessaire par arrêté. Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

## **ARTICLE 6 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger le dépôt d'une nouvelle déclaration ou d'une demande d'autorisation selon le seuil de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 7 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 8 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **ARTICLE 9 : Publication et information des tiers**

La copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Labarde, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Cette information est mise à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde durant au moins 6 mois.

## **ARTICLE 10 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant la juridiction administrative territorialement compétente, en application de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois par le bénéficiaire ou l'exploitant à compter de la notification de la décision et dans un délai de quatre mois par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés à l'alinéa précédent.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) >>.

**ARTICLE 11 : Exécution**

- Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le chef du service départemental de Gironde de l'Office Français de la Biodiversité,
- Monsieur le maire de la commune de Labarde,
- Monsieur le directeur départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le 06 décembre 2021

Pour la préfète et par délégation,  
pour le directeur de la DDTM,  
le chef de la cellule qualité des eaux – trame  
bleue



Emmanuel DANSAUT